

PROCES-VERBAUX

de la séance du Conseil de Gouvernement

du 30 Avril 1958

L'an mil neuf cent cinquante huit, le trente avril, s'est ouverte dans le bureau du Chef du Territoire la vingtième séance du Conseil de Gouvernement.

Etaient présents :

- M. le Gouverneur C. DALLY, Chef du Territoire	Président
- M. le Député POUYANON, C. O.R.A.	Vice-Président
- MM. H.A. BODIN, Ministre des Finances et du Plan	Membre
J. TAUBAI, Ministre des Affaires Economiques	"
P. HUNTER, Ministre des Travaux Publics, de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	"
M.R. LAGARDE, Ministre de la Santé et des Affaires Sociales	"
Walter CHAND, Ministre de l'Enseignement, de la Jeunesse et des Sports	"

Etait présent sans voix délibérative :

- M. J. BAUDOUIN, chargé de l'expédition des affaires courantes du Secrétariat Général.

Etait absent :

- M. J. PEYRA, Chef du Secrétariat du Conseil de Gouvernement, occupé à une liaison avec les Autorités Militaires.

o
o o

Le Chef du Territoire ouvre la séance en indiquant que les événements lui paraissent nécessiter un examen de la situation en étroite liaison avec le Président de l'Assemblée Territoriale. Il demande donc aux membres du Conseil s'ils voient des objections à ce que M. CHERAN-JERUSALEM, Président de l'Assemblée Territoriale soit introduit afin que la séance proprement dite du Conseil soit précédée, avec le concours du Président de l'Assemblée Territoriale, d'un large tour d'horizon.

Accord ayant été donné à cette proposition, la séance est suspendue et le Président CHERAN-JERUSALEM est introduit dans le bureau ou siège le Conseil.

.../...

Le Chef du Territoire déclare qu'il ne lui paraît pas nécessaire de commenter les événements qui se sont produits la veille, ceux-ci étant connus de tous. Les manifestants, qui se regroupent actuellement devant le Gouvernement, sont maîtres de la ville de Papeete, disposant de canions chargés de pierres et de bulldozers. Loin de s'être apaisés, les esprits semblent à nouveau très surexcités et l'on peut considérer que la situation s'est notablement détériorée depuis la séance de l'Assemblée Territoriale tenue, la veille, au cours de la matinée. Passant en revue les moyens dont il dispose pour maintenir l'ordre public, le Chef du Territoire signale que ceux-ci sont en fait très limités. Les effectifs réunis de la Police, de la Gendarmerie et de l'Armée ne dépassent pas cent cinquante hommes. Quelles que puissent être les justifications théoriques et morales de l'institution d'un impôt général sur le revenu, analogue à celui qui est perçu dans la Métropole et dans la plupart des autres territoires de l'Union Française, le Gouverneur est dans l'obligation de constater que le principe même de la perception de cet impôt et les vérifications auxquelles les contribuables seraient assujettis ne sont pas acceptés par une large fraction de l'opinion. En l'état actuel des choses, il lui paraît donc hors de doute que la perception de l'impôt général sur le revenu, pour l'année en cours, ne sera pas possible. Par ailleurs, les manifestants qui sont stationnés en nombre très important sur la Place du Maréchal JOFFRE semblent animés d'une forte résolution. Ils ne pourraient être dispersés que si les forces de l'ordre procédaient à une brutale répression qui provoquerait très probablement des effusions de sang.

Le Chef du Territoire fait alors état de l'horreur qu'il éprouve personnellement à la perspective d'en venir à répandre du sang. Puis il indique qu'en arriver à une semblable extrémité aurait pour conséquence inéluctable, sur le plan politique, de provoquer de nouvelles élections dans un avenir rapproché. Axée sur la lutte contre l'impôt général sur le revenu et appuyée sur le sacrifice des manifestants qui auraient été victimes des incidents, la campagne électorale du parti d'opposition amènerait très probablement un renversement de majorité. Bien que la motion de l'Assemblée Territoriale demandant l'abrogation de l'impôt général sur le revenu ait été acquise sous la menace et, par conséquent, dans des conditions de validité juridique contestable, il paraît au Président du Conseil de Gouvernement qu'il est politiquement et psychologiquement indispensable de prendre une mesure d'apaisement en admettant l'abrogation de l'impôt. Le mouvement revendicatif lui semble du reste avoir perdu son caractère purement antifiscal pour revêtir une forme politique. Laisser la situation continuer à se détériorer ouvrirait la porte à ce que l'on ne sait quelles aventures. Enfin, la question de l'établissement d'un impôt général sur le revenu pourra ultérieurement être réexaminée lorsque les esprits seront mieux préparés.

Les ministres interrogés sur leur appréciation de la situation acquiescent aux conclusions de l'exposé du Chef du Territoire.

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales, M. René Raphael LAGARDE, déclare qu'il serait déraisonnable de faire verser du sang pour maintenir l'impôt sur le revenu, une telle décision ne pourrait d'ailleurs être prise sans condamner le principe même de l'institution de cet impôt pour de très nombreuses années.

Le Ministre de l'Enseignement, de la Jeunesse et des Sports, M. Walter GRAND, expose au Conseil qu'il a personnellement été dans l'obligation, au cours de la dernière guerre, de faire tirer sur des manifestants, en Syrie, et qu'il n'évoque jamais cet épisode tragique de sa vie sans être profondément bouleversé. Il est donc favorable, de son côté, à la mesure d'apaisement proposée.

Interrogé, le Président de l'Assemblée Territoriale se déclare également partisan de l'abrogation étant avant tout désireux que la loyauté et le patriotisme de son parti ne puissent être mis en cause dans la Métropole. Il se demande toutefois si l'impôt sur les Sociétés ne pourrait être maintenu, l'impôt sur les personnes physiques étant seul abrogé.

Le Chef du Territoire répond, qu'à son avis, satisfaction doit être donnée à l'ensemble des revendications des manifestants, sous peine de perdre le bénéfice psychologique du geste envisagé.

Les membres du Conseil se rangent à cette opinion.

Le Vice-Président du Conseil de Gouvernement, M. Pouvanas a OCPA rappelle qu'il a été amené, la veille, à l'Assemblée Territoriale, à faire une promesse d'abrogation de l'impôt sur le revenu et estime donc que cette promesse doit être maintenue. D'autre part, il se refuse, comme le Chef du Territoire, à faire verser du sang pour imposer une mesure impopulaire.

Le Conseil remercie M. le Président CERAN-JERUSALEM d'avoir bien voulu lui fournir son avis sur la situation.

Après son départ, la séance est reprise. Il est immédiatement décidé, compte tenu des éléments d'information qui viennent d'être fournis au Conseil, d'approuver un projet de délibération portant abrogation de l'impôt général sur le revenu et de transmettre ce document, le jour même, à l'Assemblée Territoriale.

Une discussion est ouverte sur la façon dont cette décision devra être communiquée à la foule des manifestants. Il est finalement décidé que le Vice-Président du Conseil de Gouvernement, M. Pouvanas a OCPA, ira, lui-même, donner lecture à la grille du Gouvernement d'une déclaration rédigée, en séance, dont la teneur suit :

"Le Conseil de Gouvernement a pris acte de la motion votée
"par l'Assemblée Territoriale au cours de sa séance du 29 Avril tendant
"à l'abrogation de l'impôt général sur le revenu. Il a décidé de trans-
"mettre ce matin même à l'Assemblée Territoriale un projet de délibéra-
"tion rapportant la délibération portant institution de l'impôt sur le
"revenu."

Le Conseil décide alors de se séparer, l'examen du reste de l'ordre du jour étant renvoyé à une séance ultérieure.